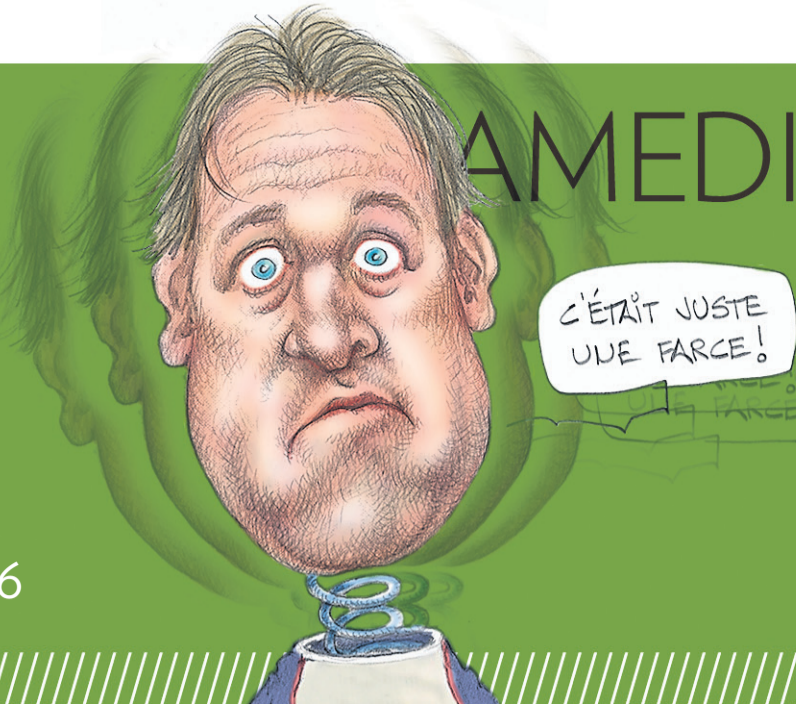


# PLUS

SAMEDI

FORUM

LA CARICATURE DE SERGE CHAPLEAU PAGE 6



15 NOVEMBRE 1976

# LES 30 ANS

## D'UN TREMBLEMENT DE TERRE



Camille Laurin, René Lévesque et Marcel Léger  
PHOTO PIERRE MCCANN, LA PRESSE

Que faisiez-vous lorsque John Kennedy a été assassiné? Quand le premier homme a mis le pied sur la Lune? Lorsque deux avions se sont écrasés sur les tours du World Trade Center? **Et pour les Québécois: où étiez-vous, ce fameux soir du 15 novembre 1976?** Selon l'âge qu'on a, chacun a sa ou ses réponses. Mais une chose est sûre: la première victoire du Parti québécois — et sa promesse de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec — ont marqué les esprits à jamais ici et dans le reste du Canada. **C'était il y a déjà 30 ans. Depuis, la formation de René Lévesque est allée de victoires en défaites, de désillusions en exaltations. PAUL ROY raconte ce pan d'histoire. À LIRE EN PAGES 2 ET 3**



Turquoise, Turks & Caïcos  
Columbus Isle, Bahamas  
Prix par couple à partir de

**3 400 \$\***  
taxes incluses

Départs pour Turquoise  
les 9 et 15 décembre 2006

**Club Med**   
IL RESTE TANT DE MONDE À DÉCOUVRIR

Visitez [clubmed.ca](http://clubmed.ca), appelez votre agent de voyages ou le 1-800-CLUBMED

\*Départs de Montréal. Le prix est pour le Village de Turquoise, pour 7 nuits, par couple, pour un départ selon les dates indiquées, VRI-inclus (WestJet), basé sur une occupation double au moment de la réservation en chambre de catégorie minimum. Le prix en exemple est valable pour toute nouvelle réservation et aucune option ne sera acceptée. Le prix est valable pour une période limitée, varie en fonction d'un contrôle de remplissage et peut changer à tout moment. 100 % non remboursable; paiement complet requis au moment de la confirmation du dossier. Le prix ne s'applique pas pour des réservations de groupe. Cette promotion n'est cumulée avec aucune autre offre. Turquoise est réservé aux adultes de 18 ans et plus. Les frais de membre sont en sus: 60\$ par adulte. D'autres restrictions s'appliquent incluant les conditions générales de la brochure en vigueur et les frais de changement ou d'annulation. Nous ne sommes pas responsables pour les erreurs ou omissions. D'autres restrictions s'appliquent. Permis du Québec.

**“Une évasion pour deux au Club Med”**

## PLUS

« Je n'ai jamais pensé que je pourrais être aussi fier d'être Québécois que ce soir. »

— René Lévesque

« Le délire total. Les gens étaient très émus, une émotion qui a duré plusieurs jours. Impossible de me déplacer dans ma ville sans me faire sauter dessus par des gens au bord des larmes. »

— Denis Vaugeois

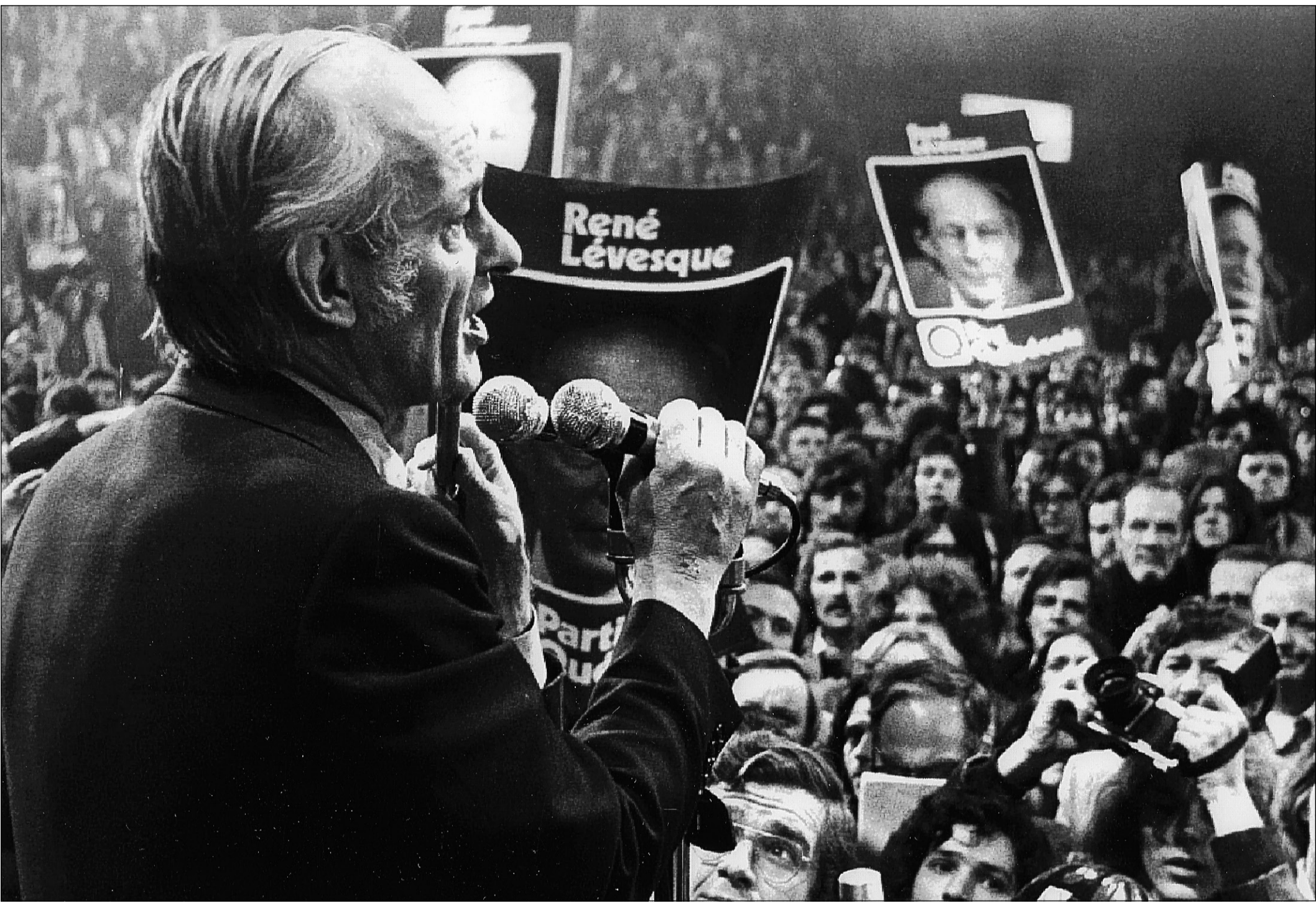
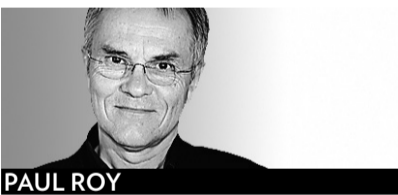


PHOTO PRESSE CANADIENNE

Le 15 novembre 1976, le Parti québécois prend le pouvoir pour la première fois. Au centre Paul-Sauvé, à la tribune, René Lévesque essaye de prononcer son discours dans le brouhaha infernal d'une foule plus qu'enthousiaste.

IL Y A 30 ANS, LE PARTI QUÉBÉCOIS PRENAIT LE POUVOIR

# La souveraineté était au



QUÉBEC

Ce soir-là, le Canada anglais était tombé en bas de sa chaise. Le Parti québécois, un parti «séparatiste», venait de prendre le pouvoir à Québec. C'était le 15 novembre 1976, il y aura 30 ans mercredi.

De Hull à Gaspé, des militants jusque-là abonnés aux «victoires morales» se trouvaient soudain frappés d'une même euphorie contagieuse.

«Le délire total, se rappelle Denis Vaugeois, élu dans Trois-Rivières. Les gens étaient très émus, une émotion qui a duré plusieurs jours. Impossible de me déplacer dans ma ville sans me faire sauter dessus par des gens au bord des larmes.»

À Montréal, les péquistes affluaient depuis le début de la soirée au centre Paul-Sauvé. Bientôt, ils allaient être des milliers. Dans une salle entremêlée du centre sportif aujourd'hui démolie, René Lévesque jetait quelques idées sur papier en compagnie de son chef de cabinet Louis Bernard. Certains ont décrit le chef du Parti québécois comme tétanisé par la peur, ce soir-là. Louis Bernard n'est pas d'accord.

«Non, il était très heureux, je me sentais pas d'anxiété chez lui, il n'était pas là à se demander: "On a le pouvoir, qu'est-ce qu'on va faire?"»

Dans l'arène, les haut-parleurs répandaient la chanson de la campagne: *À partir d'aujourd'hui, demain nous appartient!* L'assistance le croyait, elle «touchait le

Louis Bernard était plus sceptique. Pour lui, la victoire ne signi-

fiat pas que la souveraineté était acquise. «On n'avait que 40 % du vote», rappelle-t-il.

Bernard Landry, élu dans Fabre (aujourd'hui Laval-des-Rapides), s'était pointé à Paul-Sauvé un peu avant le discours de René Lévesque.

«À un moment, dit-il, on a vu arriver deux hommes en imperméable. Lévesque leur a demandé ce qu'ils faisaient là —avec une certaine agressivité, parce qu'il ne les connaissait pas. Ils ont dit: "Monsieur le premier ministre, nous sommes vos gardes du corps."»

La débâcle libérale était complète: le premier ministre, Robert Bourassa, battu dans sa propre circonscription de Mercier par le poète Gérard Godin!

Vers 22h30, René Lévesque était monté sur la scène. À ses côtés, Lise Payette, Camille Laurin, Claude Charron, Gilbert Paquette... Il essayait de parler: «Je pense que...» Mais la foule l'en empêchait. Essayait de le faire taire. Il arrivait à prononcer quelques phrases, dont celle-ci: «Je n'ai jamais pensé que je pourrais être aussi fier d'être Québécois que ce soir.»

Vers le milieu de la nuit, une demi-douzaine de sans-abri sont étendus sur les bouches d'air chaud du palais de justice de Montréal. Un homme est debout, grelottant. Il n'arrive pas à dormir. Débarqué de Terre-Neuve deux semaines plus tôt, il ne parle pas français. Mais il a entendu les résultats des élections et il est content. «Vous (les Québécois) méritez cette victoire», dit-il sobriement.

## Un jeune parti

Le PQ, qui venait de prendre le pouvoir, était un tout jeune parti. Il avait eu le jour huit ans plus tôt, en octobre 1968.

Il résultait de la fusion du Mouvement souveraineté-association (MSA) de René Lévesque et du Ralliement national (RN)

de Gilles Grégoire. Deux semaines plus tard, le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) de Pierre Bourgault s'était sabordé, et ses membres avaient adhéré en masse au PQ.

Les péquistes étaient jeunes. Pour plusieurs, la souveraineté du Québec était au coin de la rue. Les prochains rendez-vous électoraux allaient leur enseigner la patience.

En avril 1970, leur parti recueille 23 % des votes, mais ne fait élire que sept députés. Pendant ce temps, les libéraux de Robert Bourassa reprennent le pouvoir à l'Union nationale de Jean-Jacques Bertrand. René Lévesque est battu dans sa circonscription de Laurier.

Balayage libéral en 1973: Robert Bourassa remporte 102 des 110 circonscriptions. Et nouvelle défaite péquiste: avec 30 % du vote, le PQ ne réussit à faire élire que six députés. René Lévesque est encore battu dans sa circonscription. Dorion, cette fois.

Puis arrive 1976. Le PQ propose un «bon gouvernement» aux Québécois. La souveraineté? Elle devra être précédée d'un référendum. C'est cette promesse de référendum, combinée bien sûr à d'autres facteurs, dont l'usure du pouvoir libéral, qui contribuera le plus au résultat de 1976. D'autant plus, qu'en cours de route, la démarche référendaire sera assaisonnée à la sauce «étapiste». Un référendum gagnant ne donnera au gouvernement du Parti québécois que le mandat de négocier la souveraineté et l'association avec le Canada. La souveraineté, la vraie, ne pourra venir qu'après un deuxième référendum.

«Le référendum enlevait de la pression, explique le politologue Réjean Pelletier, professeur à l'Université Laval, de Québec. On pouvait se débarrasser d'un gouvernement qu'on n'aimait

plus. Et pour la souveraineté, on verrait...»

Le bon gouvernement, ce sera l'assurance automobile, le zonage agricole, le financement des partis politiques, la loi 101. Et le référendum sera tenu le 20 mai 1980. OUI: 40,4%. NON: 59,6%. «Si je vous ai bien compris, dira M. Lévesque à des militants en larmes, vous êtes en train de dire: "À la prochaine fois."»

Selon Bernard Landry, qui était au gouvernement pour ce premier référendum et qui deviendra chef du PQ et premier ministre en 2001, «pas grand monde pensait qu'on gagnerait en 80».

«Y compris Lévesque. Il voulait le gagner, et on a travaillé comme des enrégés pour le gagner, mais il l'a fait plus parce qu'il avait promis de le faire que parce qu'il pensait le gagner. D'ailleurs, le soir de la défaite, il a dit: "À la

glorieuse pour le PQ. À commencer par ce deuxième mandat, assombri par une crise économique profonde qui s'étirera de 1981 à 1984.

Politiquement, le PQ et son option se trouvaient affaiblis. Pour le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, le temps était tout choisi pour rapatrier de Londres la Constitution canadienne et y enchâsser une Charte des droits et libertés.

Il s'entend avec les premiers ministres des neuf autres provinces au cours d'une «nuit des longs couteaux». Le Québec est isolé et refuse de signer le document. Un quart de siècle plus tard, cette situation n'a pas évolué.

## Un beau risque

En 1984, une lueur d'espoir point. Pour René Lévesque à tout le moins. Brian Mulroney, le nou-

veau chef du Parti progressiste conservateur, devient premier ministre du Canada. Il veut créer les conditions pour que le Québec réintègre le giron constitutionnel canadien «dans l'honneur et l'enthousiasme».

René Lévesque accepte de courir ce «beau risque». Mais plusieurs de ses députés et ministres, dont les poids lourds Jacques Parizeau et Camille Laurin, refusent de le suivre et démissionnent. Contesté au sein du parti, lui-même démissionnera en 1985. Il mourra le 1<sup>er</sup> novembre 1987 à l'âge de 65 ans.

prochaine". Ça veut dire que c'était comme un coup d'essai. Il ne s'était pas trompé tellement, parce que "à la prochaine", on a eu 50 % des voix (en fait 49,4 %, en 1995), et vous connaissez tous les ouvrages sur l'éthique du gouvernement fédéral là-dessus...»

Après la défaite référendaire de 1980, plusieurs militants souhaitent que leur chef déclenche des élections sur-le-champ. Il résiste, opte pour le printemps 1981 et gagne son pari.

Mais la décennie qui démarrait n'allait pas être particulièrement

«Ce 15 novembre 1976, j'ai pensé qu'on ferait la souveraineté et que je m'en retournerais enseigner au cégep. La souveraineté, j'étais entré en politique pour ça. J'ai fait 25 ans comme député, et 30 ans plus tard, le pays est encore à naître. Je continue d'y croire, mais je me fais moins d'illusions.»

— Jacques Brassard

« René Lévesque était très heureux, je ne sentais pas d'anxiété chez lui, il n'était pas là à se demander: "On a le pouvoir, qu'est-ce qu'on va faire?". »

— Louis Bernard

« Pas grand monde pensait qu'on gagnerait en 1980. Y compris Lévesque. Il voulait le gagner ce référendum, et on a travaillé comme des enrégés pour le gagner, mais il l'a fait plus parce qu'il avait promis de le faire que parce qu'il pensait le gagner. »

— Bernard Landry

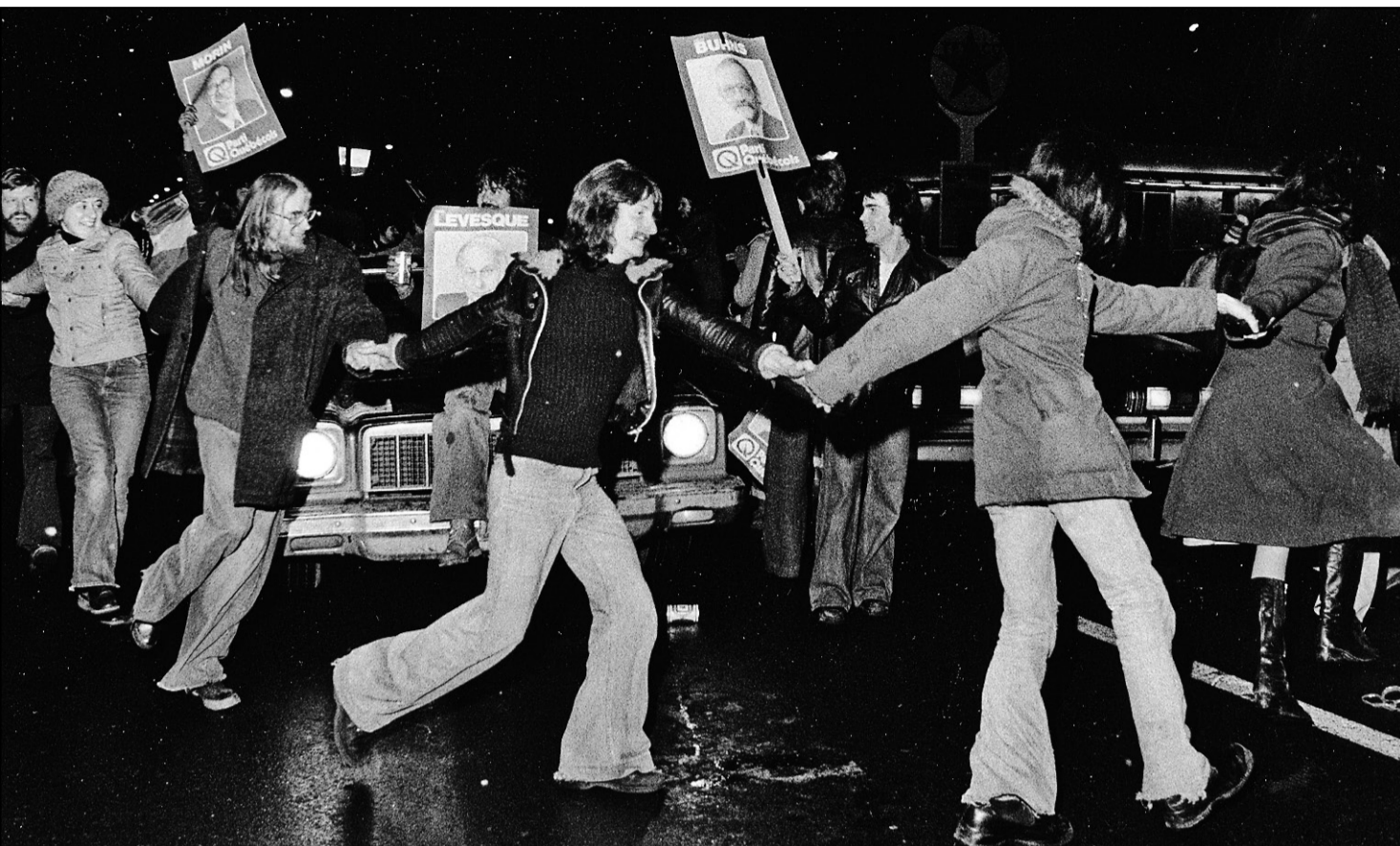


PHOTO JEAN GOUPIL, ARCHIVES LA PRESSE ©

Ce jour-là, de Hull à Gaspé, des militants jusque-là abonnés aux « victoires morales » se trouvaient frappés d'une même euphorie contagieuse.

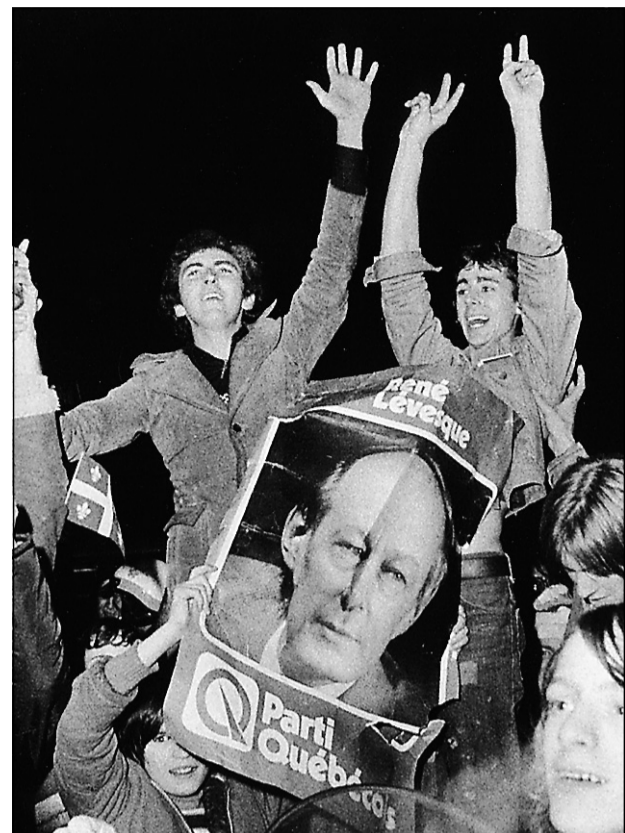


PHOTO PIERRE McCANN, ARCHIVES LA PRESSE ©

Au fur et à mesure que les résultats étaient connus, des milliers de péquistes convergèrent au centre Paul-Sauvage pour savourer leur victoire historique.



PHOTO PIERRE McCANN, ARCHIVES LA PRESSE ©

Lise Payette brandit un balai pour marquer la victoire décisive. Doris Lussier, souverainiste convaincu qui avait participé activement à la campagne électorale, est à ses côtés.



PHOTO PIERRE McCANN, ARCHIVES LA PRESSE ©

Bernard Landry, jeune député de Fabre aux côtés de Paul Unterberg. L'horizon souverainiste était bleu, bleu, bleu.

## LES 71 DÉPUTÉS PÉQUISTES DE 1976

Le 15 novembre 1976, le PQ remporta 71 des 110 sièges de l'Assemblée nationale. Plusieurs des députés péquistes élus ce jour-là étaient venus pour réaliser la souveraineté du Québec. Certains sont morts en l'espérant.

- Abitibi-Est: Jean-Paul Bordeleau, 1943-
- Abitibi-Ouest: François Gendron, 1944-
- Anjou: Pierre Marc Johnson, 1946-
- Arthabaska: Jacques Baril, 1942-
- Beauce-Nord: Adrien Ouellette, 1940-
- Beauharnois: Laurent Lavigne, 1935-
- Berthier: Jean-Guy Mercier, 1943-
- Bourassa: Patrice Laplante, 1929-
- Bourget: Camille Laurin, 1922-1999
- Chambly: Denis Lazure, 1925-
- Charlesbourg: Denis De Belleval, 1939-
- Châteauguay: Roland Dussault, 1940-
- Chauveau: Louis O'Neil, 1925-
- Chicoutimi: Marc-André Bédard, 1935-
- Crémazie: Guy Tardif, 1935-2005
- Deux-Montagnes: Pierre De Bellefeuille, 1923-
- Dorion: Lise Payette, 1931-
- Drummond: Michel Clair, 1950-
- Dubuc: Hubert Desbiens, 1931-
- Duplessis: Denis Perron, 1938-1997
- Fabre: Bernard Landry, 1937-
- Frontenac: Gilles Grégoire, 1926-
- Gouin: Rodrigue Tremblay, 1939-
- Hull: Jocelyne Ouellette, 1944-
- Iberville: Jacques Beauséjour, 1939-
- Îles-de-la-Madeleine: Denise Leblanc, 1949-1999
- Jeanne-Mance: Henri Laberge, 1932-
- Joliette-Montcalm: Guy Chevreton, 1940-
- Jonquière: Claude Vaillancourt, 1944-
- Kamouraska-Témiscouata: Léonard Lévesque, 1935-
- Lac-Saint-Jean: Jacques Brassard, 1940-
- LaFontaine: Marcel Léger, 1930-1993
- Laporte: Pierre Marois, 1940-
- La Prairie: Gilles Michaud, 1935-
- L'Assomption: Jacques Parizeau, 1930-
- Laurentides-Labelle: Jacques Léonard, 1936-
- Lavolette: Jean-Pierre Jolivet, 1941-
- Lévis: Jean Garon, 1938-
- Limoilou: Raymond Gravel, 1929-1994
- Louis-Hébert: Claude Morin, 1929-
- Maisonnette: Robert Burns, 1936-
- Matane: Yves Bérubé, 1940-
- Matapédia: Léopold Marquis, 1938-
- Mercier: Gérald Godin, 1938-1994
- Mille-Îles: Guy Joron, 1940-
- Montmorency: Clément Richard, 1939-
- Papineau: Jean Alfred, 1940-
- Pavost: Jean-Guy Cardinal, 1925-1979
- Richelieu: Maurice Martel, 1936-
- Rimouski: Alain Marcoux, 1945-
- Rivière-du-Loup: Jules Boucher, 1933-1999
- Rosemont: Gilbert Paquette, 1942-
- Saguenay: Lucien Lessard, 1938-
- Sainte-Anne: Jean-Marc Lacoste, 1949-
- Sainte-Marie: Guy Bisailon, 1939-
- Saint-François: Réal Rancourt, 1929-
- Saint-Henri: Jacques Couture, 1929-1995
- Saint-Jacques: Claude Charron, 1946-
- Saint-Jean: Jérôme Proulx, 1930-
- Saint-Maurice: Yves Duhaime, 1939-
- Sauvé: Jacques-Yvan Morin, 1931-
- Shefford: Richard Verreault, 1937-1998
- Sherbrooke: Gérard Gosselin, 1945-
- Taillon: René Lévesque, 1922-1987
- Taschereau: Richard Guay, 1943-
- Terrebonne: Élie Fallu, 1932-
- Trois-Rivières: Denis Vaugois, 1935-
- Vanier: Jean-François Bertrand, 1946-
- Vaudreuil-Soulanges: Louise Cuerrier-Sauvé, 1926-
- Verchères: Jean-Pierre Charbonneau, 1950-
- Viau: Charles Lefebvre, 1929-

# coin de la rue

Son successeur, Pierre Marc Johnson, préconise l'« affirmation nationale ». Battu par Robert Bourassa – revenu de sa retraite – en 1985, il se verra forcé de démissionner à son tour en 1987, quelques jours après le décès de René Lévesque. Avec Jacques Parizeau, le PQ revient à sa mission originale: réaliser la souveraineté.

En juin 1987, Brian Mulroney réunit ses homologues provinciaux – dont Robert Bourassa – au lac Meech. Ils y concluent des accords constitutionnels qui devront être ratifiés par les 11 parlements. Ils ont trois ans pour le faire.

Meech « chouchoute » le Québec, se plaint-on au Canada anglais. Alors que le délai de trois ans est sur le point d'expirer, tous les regards sont tournés vers Winnipeg et Saint-Jean (Terre-Neuve), les deux parlements qui n'ont pas encore ratifié l'entente. Les heures s'égrènent, les minutes...

Meech échoue en juin 1990. Au Québec, le sentiment de rejet est total. L'appui à la souveraineté-association grimpe jusqu'à 70 %, rappelle le professeur Réjean Pelletier. « L'appui à la souveraineté tout court, sans association, est même monté jusqu'à 58 % ! »

Du jamais vu. Mais le PQ n'est pas au pouvoir. Et Robert Bourassa s'embarque dans de nouvelles discussions constitutionnelles qui mèneront au référendum de Charlottetown. Un référendum pancanadien qui sera battu, y compris au Québec, en 1992.

Jacques Parizeau prend le pouvoir en septembre 1994. L'homme n'a jamais été considéré comme un « tiède » face à la souveraineté. Il tiendra un référendum un an plus tard, le 30 octobre 1995.

Le match est serré, le taux de participation est à l'avenant: 93,48 % ! Le NON l'emporte avec 50,56 % des votes; le OUI obtient 49,45 %. Il lui manque 52448 votes.

## LE PREMIER CABINET LÉVESQUE

**René Lévesque:**  
premier ministre  
et président du Conseil exécutif

**Jacques-Yvan Morin:**  
vice-premier ministre, Éducation

**Louis O'Neil:**  
Affaires culturelles, Communications

**Claude Morin:**  
Affaires intergouvernementales

**Guy Tardif:**  
Affaires municipales

**Denis Lazure:**  
Affaires sociales

**Lucien Lessard:**  
Transports, Travaux publics  
et Approvisionnement

**Lise Payette:**  
Consommateurs, Coopératives  
et Institutions financières

**Jacques Parizeau:**  
Finances, Revenu

**Denis De Belleval:**  
Fonction publique

**Jacques Couture:**  
Immigration, Travail et Main-d'œuvre

**Rodrigue Tremblay:**  
Industrie et Commerce

**Marc-André Bédard:**  
Justice

**Yves Bérubé:**  
Richesses naturelles, Terres et Forêts

**Yves Duhaime:**  
Tourisme, Chasse et Pêche

**Jean Garon:**  
Agriculture

**Camille Laurin:**  
Développement culturel

M. Parizeau, dans son discours, attribue la défaite à « l'argent » et aux « votes ethniques ». La réprobation est totale. Et injustifiée aux yeux de Bernard Landry. « La phrase était malheureuse, en soi, mais malheureuse aussi pour Parizeau, parce qu'il ne méritait pas ça (...) Je n'ai jamais vu chez Parizeau la moindre trace d'ethnocentrisme ou de racisme. »

L'homme en est ressorti éblouissant, et le mouvement aussi, au dire de M. Landry. « Il y a même des gens archiconnus qui ont décidé de ne plus être souverainistes ce soir-là. C'est très injuste pour ce que Jacques a fait pour le Québec, pour la souveraineté et pour l'harmonie entre les Québécois. Mais c'est la vie, comme on dit... »

Le lendemain du référendum, Jacques Parizeau annonce sa démission. Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, s'amènera d'Ottawa à Québec. Il s'attaquera au « déficit zéro », envoyant à la retraite des milliers de fonctionnaires, de médecins et d'infirmières.

Il conservera le pouvoir aux élections de 1998, obtenant plus de sièges que le chef libéral Jean Charest, mais moins de votes. Difficile, dans ces conditions, de retourner en référendum, comme le réclament les « purs et durs » au PQ. Il choisira la voie des « conditions gagnantes ». La souveraineté, oui, mais quand le fruit sera mûr.

### Gruger vote par vote

L'aile militante du PQ n'a pas grand-chose à cirer de « conditions gagnantes ». De guerre lasse, Lucien Bouchard tire sa révérence en 2001. Arrive Bernard Landry, qui perdra les élections de 2003 aux mains de Jean Charest. Et qui partira en 2005 à la suite d'un vote de confiance qu'il jugera insatisfaisant de la part des membres de son parti.

André Boisclair est le nouveau chef du PQ. Le sixième. Avant même son élection, à l'automne 2005, le programme du parti était tout tracé: un référendum sur la souveraineté le plus tôt possible au cours du prochain mandat.

Le fera-t-il? Certains en doutent.

Gagnera-t-il même les prochaines élections, qui doivent être tenues d'ici le printemps 2008?

Plusieurs observateurs sont sceptiques. « Les Québécois sont fatigués, ils ne veulent pas d'un autre référendum maintenant », disent-ils.

« S'il gagne les prochaines élections, je crois que Boisclair ne voudra pas attendre trop longtemps, dit le professeur Pelletier. Par contre, si la conjoncture est défavorable, il va devoir convaincre ses militants qu'aller à l'abattoir ne servira à rien. »

– Et la souveraineté?  
– Ça va être difficile. La constante, c'est 42 ou 43 % (en faveur de la souveraineté). Jusqu'à 45 %, en campagne référendaire, c'est assez facile. Mais après, les votes, il faut les gruger un à un.

Et si le OUI devenait majoritaire, la majorité risquerait d'être faible, croit M. Pelletier. « Et 51 ou 52 %, c'est faible pour faire l'indépendance. »

Jacques Brassard, un des péquistes élus le 15 novembre 1976 (il fut réélu cinq fois par la suite), dit ne plus être sûr de voir la souveraineté de son vivant. « Ce jour-là, j'ai pensé qu'on ferait la souveraineté et que je m'en retournerais enseigner au cégep. La souveraineté, j'étais entré en politique pour ça. J'ai fait 25 ans comme député, et 30 ans plus tard, le pays est encore à naître. Je continue d'y croire, mais je me fais moins d'illusions. »

Bernard Landry, lui, dit voir la souveraineté à court terme: « André Boisclair va gagner les prochaines élections, il va tenir un référendum sur la souveraineté, et il va le gagner. »

« Je crois que le rêve de René Lévesque et de Bourgault, et de millions d'autres sera réalisé, dit-il. À cause de la force de l'idée d'indépendance, donc la force du PQ. »

## FORUM

# La bataille des 45 secondes



ALAIN DUBUC  
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Un autre combat se dresse sur le long chemin de la nation québécoise pour son affirmation. Le Québec pourra-t-il ou non parler 45 secondes à la douzième Conférence internationale sur les changements climatiques à Nairobi? Son représentant, le ministre de l'Environnement, Claude Béchar, sera-t-il réduit à faire entendre la voix de la nation québécoise dans les coulisses?

Le quotidien *Le Devoir*, invariablement pompier en la matière, a estimé hier que cet enjeu de société méritait la manchette, coiffée d'un titre musclé: «Nairobi: Ottawa muselle le Québec». Il y a, dans ce dossier, de l'hyperbole et de la confusion des genres. Il serait temps de redescendre des rideaux.

Le Québec, depuis plus d'une génération, a mené un combat pour avoir sa place sur la scène internationale, dans les domaines de sa compétence, et surtout dans ceux qui procèdent de son identité, comme la langue et la culture. C'est ce qui a mené à sa participation à la Francophonie, ou encore à l'entente récente avec Ottawa pour sa présence dans la délégation canadienne à l'Unesco.

L'environnement n'est pas un de ces dossiers où le Québec peut exiger de s'exprimer comme nation. Il est vrai qu'il s'agit d'un domaine de compétence partagée, et à ce titre, le Québec a son mot à dire. Mais cela est également vrai pour toutes les provinces canadiennes. Et donc, n'importe quelle province pourrait demander un temps de parole à Nairobi. Imaginons le terrible casse-tête de comptabilité temporelle.

**La croisade de M. Béchar contre son homologue fédérale sert bien davantage à marquer des points politiques qu'à faire avancer la cause de l'environnement.**

Bien sûr, dans les domaines interreliés de l'énergie et de l'environnement, le Québec a une spécificité, grâce au poids de l'hydroélectricité, mais cette différence tient à sa géologie plutôt qu'à son identité. Et ce sont ses barrages qui permettent au Québec de pouvoir plus facilement respecter les objectifs de Kyoto et d'être à peu de frais un si chand partisan de ce traité.

C'est donc une erreur sérieuse de lier ce dossier à la question de la place du Québec dans les forums internationaux et d'en faire un enjeu identitaire, comme l'a fait à répétition le ministre Béchar, sur un mode que l'on peut qualifier d'hystérique. «C'est dommage mais on ne lâchera pas le morceau. Ce n'est pas vrai que le Canada va parler d'une seule voix si cette voix ne représente pas le Québec.» Ce faisant, ce ministre, pourtant libéral, et en principe fédéraliste, a renforcé de façon irresponsable l'un des leitmotivs souverainistes, avec leur obsession pour la représentation internationale.

Cette fascination pour ces 45 secondes de temps de parole est stupéfiante. Saviez-vous que la conférence de Nairobi a commencé il a cinq jours, le 6 novembre? Avez-vous entendu parler de ce qui s'y passe? Non. Et quand la ministre canadienne Rona Ambrose utilisera son petit quatre minutes, ce ne sera rien d'autre que le dixième ou le vingtième discours platte de la journée. Et si, par hasard, M. Béchar obtient son petit 45 secondes, son intervention serait sans doute terminée le temps que des participants demandent à leur voisin «Who's that guy?».

Il y a pourtant un vrai débat, derrière cette guéguerre, et c'est le fait que le plan vert du gouvernement Harper, qui abandonne les objectifs de Kyoto, a choqué les Québécois, mais aussi la plupart des provinces, les trois partis d'opposition, la majorité des Canadiens, assez pour compromettre la capacité des conservateurs d'être réels.

Et les débats sur Nairobi sont en fait un prétexte, soit pour forcer les conservateurs à changer leur politique, soit pour les affaiblir. La croisade de M. Béchar contre son homologue fédérale sert bien davantage à marquer des points politiques qu'à faire avancer la cause de l'environnement. C'est vrai de la chicanerie sur Nairobi, tout comme l'indignation du ministre parce que le gouvernement conservateur, qui ne veut rien savoir de Kyoto, refuse de lui verser des centaines de millions pour respecter les engagements de Kyoto. Un combat illogique, qui a surtout eu pour vertu de donner à M. Béchar une image verte.

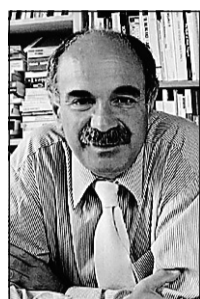
Et si M<sup>me</sup> Ambrose ne veut pas que Claude Béchar prenne la parole, ce n'est pas pour museler le Québec, ni au nom d'une conception du fédéralisme, mais pour ne pas avoir l'air fou et ne pas se faire contredire dans un forum où ses positions seront impopulaires.

Le fond de l'histoire, c'est qu'en abandonnant dans les faits le protocole de Kyoto, cela aura un impact sur l'image du Canada et affectera ses rapports avec ses partenaires, que Claude Béchar parle ou pas, qu'il le fasse devant un podium ou dans des coulisses.

## PLANÈTE

# Spirale de violence

## Depuis un an, la violence des banlieues en France s'est radicalisée et devient idéologique



MICHEL WIEVIORKA  
*L'auteur est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris.*

Un an après le déclenchement des émeutes des banlieues en France, les médias s'interrogent: la violence ne va-t-elle pas se redéployer, ne serait-ce qu'en raison de l'insistance des journalistes à en parler?

Il faut d'abord se livrer à un constat: les quelques efforts de la part du pouvoir (engagements financiers en direction des associations de travail social, ou assimilables, qui oeuvrent dans les quartiers populaires; moyens supplémentaires pour les collèges placés en zones difficiles, efforts pour lutter contre les discriminations à l'embauche, etc.) n'ont pour l'instant pas suffi à enrayer la crise urbaine et la panne totale de l'intégration à la française. Exclusion sociale, racisme, incapacité des institutions de la République à honorer les belles promesses de sa devise – Liberté, Égalité, Fraternité – ghettoïsation de territoires: rien n'indique que la politique du gouvernement, en un an, soit parvenue à modifier sérieusement la donne.

Mais il y a plus, ou autre chose: la violence se transforme, elle prend une allure nouvelle. En 2005, ses auteurs réagissaient à une injustice – la mort de deux adolescents «coursés» par la police et se réfugiant dans un transformateur d'électricité. Comme à Los Angeles en 1992, où la révolte était née de l'acquiescement par un jury des policiers blancs ayant été filmés tabassant sauvagement un chauffeur noir de camionnette, les conduites émeutières avaient été déclenchées par une puissante indignation. Elles avaient mobilisé un grand nombre de jeunes qui chaque nuit, sans s'en prendre aux personnes, incendiaient des véhicules privés au fil de rassemblements éphémères et spontanés.

Cette fois-ci, les auteurs de violences sont – à ce jour – nettement moins nombreux. Et nettement plus radicalisés. Les dimensions ludiques de 2005 – car incendier des voitures présentait cet aspect – cèdent la place à des conduites plus froides, et davantage organisées. Un début de structuration s'observe, une ébauche de planification, puisque des guet-apens sont tendus à la police par des groupes de quelques dizaines de jeunes, ou que des commandos de quelques



Un autobus incendié en banlieue nord de Paris, le 27 octobre, qui rappelle le premier anniversaire des émeutes de l'an dernier.

personnes cagoulées s'en prennent à des autobus où ils pénètrent, armés à la main selon quelques témoignages, obligeant les passagers et le chauffeur à descendre avant de mettre le feu.

Des blogues indiquent une tendance, aussi, à construire l'idéologie associée à ces actes. D'expressive, la violence prend un tour davantage instrumental, à la fois inquiétant, puisqu'elle a changé de niveau, que des policiers sont attaqués,

**La violence « style 2006 » surgit dans un contexte politique qui met au premier plan le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, dont l'action repose sur un style musclé de répression policière.**

que le risque de voir des coups de feu survenir est grand, et en même temps moins largement répandue, limitée à des individus et des groupes bien moins nombreux à assumer cette escalade, qu'il y a un an.

Il y a donc, tout à la fois, radicalisation, durcissement de l'émeute, esquisse d'organisation, et réduction très sensible du nombre de ses protagonistes. Ceux-ci

ne sont plus mus, comme un an plus tôt, par l'émotion et la colère, mais plutôt par une rage relativement contrôlée. Ils viennent signifier non seulement que la situation ne s'est pas améliorée dans les banlieues, mais qu'ils sont en guerre contre un système dont ils dénoncent avant tout le racisme répressif de la police et les carences des institutions, ce qu'incarnent les réseaux de transport public, à commencer par la RATP (en région parisienne) qui payent, finalement, et très injustement, pour l'ensemble des promesses non tenues par la République.

Cette violence qui se transforme surgit dans un contexte politique qui la favorise, car elle met au premier plan le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, principal candidat à droite pour l'élection présidentielle du printemps prochain, et dont l'action, médiatique, repose sur un style musclé de répression policière.

Autant dire qu'il y a là, pour la France, un dossier qui alimentera les campagnes électorales à venir. Le fait qu'une femme soit à ce jour entre la vie et la mort, pour n'avoir pu sortir d'un bus de Marseille incendié par un groupe de jeunes, a tout à la fois calmé les plus modérés, et isolé les plus radicaux dans la spirale d'une violence qui tend à devenir meurtrière.

## AH! LA VIE!

# De bien beaux discours

## On est tous pour la vertu, tant qu'elle n'affecte pas notre façon de vivre



GUY FERLAND  
*L'auteur est professeur de philosophie au collège Lionel-Groulx.*

«Tu vas voir, nous autres on est préoccupés par la mondialisation et l'environnement. On ne fera pas les erreurs des baby-boomers. On ne vise pas à un accroissement sans arrêt de notre argent, de nos biens. Pas au détriment de la planète.»

Immanquablement, chaque année depuis près de cinq ans, j'ai des élèves de 17 à 19 ans qui viennent me sermonner en classe en répétant le discours presque officieux de la nouvelle génération, celle qui a des préoccupations plus larges que le nationalisme étroit de leurs aînés et qui pense changer le monde de la surconsommation.

Imperturbables dans leurs convictions altermondistes, ils haranguent les plus vieux, ceux qui gaspillent les trésors de la terre.

Pourtant, ils portent des jeans fabriqués dans des usines insalubres dans lesquelles travaillent des enfants asiatiques. Ils arborent leur baladeur numérique constamment, même dans les classes. Ils emportent souvent avec eux leur ordina-

teur portable et leur cellulaire. Ils se véhiculent déjà en voiture, souvent de vieilles minoues qui consomment une quantité industrielle d'essence et d'huile. Et ils veulent gagner assez d'argent plus tard pour acquérir une maison aussi grande que celle de leurs parents.

La dichotomie entre leur discours et ce qu'ils sont et font confine presque à la schizophrénie. Mais ils ne sont pas les pires, loin de là. À part M. Suzuki et sa famille qui ne remplissent qu'un sac vert d'ordures par mois, il n'y a pas beaucoup de pêcheurs pour la protection de l'environnement qui sont prêts à réduire leur rythme de vie. On s'habitue tôt au luxe, au confort. Ce n'est pas tant qu'on reste indifférents au sort du monde, mais les vieilles habitudes sont tenaces. On grandit dans la richesse, les surplus de biens de toutes sortes, les grands espaces, le bien-être et les facilités.

Pas aisés alors de se restreindre, d'abandonner une partie de son opulence pour la survie de l'espèce. Le discours écologiste reste abstrait quand on vit dans la surabondance. On est prêts pourtant à réaliser quelques sacrifices sans importance, tant que cela n'affecte pas notre niveau de vie.

Par exemple, on est prêts à entamer le recyclage des déchets domestiques, surtout s'il y a des bacs roulants. On peut s'empêcher de laver son entrée de voitures à l'eau, pour économiser une ressource naturelle, si cela paraît bien

dans le voisinage. On peut également éteindre les appareils électriques, afin d'économiser plus d'argent. Finalement, on peut utiliser des sacs d'épicerie réutilisables, s'il y a une remise en argent incitative...

Bref, on peut accomplir mille et un petits gestes simples s'ils rapportent un peu d'argent et surtout s'ils ne demandent pas d'efforts et paraissent bien aux yeux de la communauté. Mais restreindre son rythme de vie, diminuer ses dépenses, sa consommation, ses espaces de vie, peu s'en faut.

On est tous pour la vertu, tant qu'elle n'affecte pas notre façon de vivre. Les plus vieilles habitudes sont les plus durables, encore plus que l'environnement. Être tombés dans la potion magique de la profusion marque à jamais nos réflexes. Même si on veut adhérer au mouvement de révolution des masses, on protège son avoir.

Parlez-en aux baby-boomers qui ont fait la révolution dans leur jeunesse au nom de toutes les causes pour mieux s'asseoir et garantir leurs vieux jours par la suite. On veut être dans le vent de l'écologie, mais en même temps on ne veut pas perdre le confort dans lequel on a grandi et avoir moins que la génération précédente.

Qui pourrait alors blâmer les jeunes d'aujourd'hui de partager deux rêves contradictoires: sauver la planète et continuer de vivre comme leurs aînés? Certainement pas moi.

# Souvenirs joyeux, souvenirs tristes



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Pour une fois qu'on a de bonnes nouvelles de l'administration montréalaise, je ne vais pas laisser passer la chance d'en parler – d'autant plus que sauf erreur, c'est l'une de mes chroniques qui a relancé l'idée. Je suggérais aux maires d'arrondissements de suivre l'exemple de quelques précurseurs, et de prendre en charge la célébration des mariages, histoire d'offrir aux couples un certain décorum et une atmosphère plus inspirante que les lugubres salles du palais de justice. Les Français se marient à la mairie, pourquoi pas nous?

L'arrondissement de Ville-Marie, entre autres, est passé à l'action. Le maire et trois conseillers seront habilités à célébrer des mariages. Et une entente avec l'UQAM permettra aux couples de s'unir dans la belle salle des Boiseries, située sous le clocher de l'ancienne église Saint-Jacques.

Mieux encore, pour quelques centaines de dollars de plus, les mariés pourront avoir des fleurs, de la musique, bref de quoi alimenter pendant longtemps le souvenir de ce qui – on le leur souhaite – sera l'un des plus beaux jours de leur vie.

L'initiative est louable à tous égards. Non seulement la généralisation des mariages à la mairie montre-t-elle que la société laïque reconnaît l'importance émotionnelle du mariage, mais elle permettra aux citoyens de forger des liens avec leur arrondissement à l'occasion d'un événement joyeux, eux qui en général n'entendent parler de leurs édiles qu'à propos des hausses de taxe ou des problèmes de voirie.

Du coup, j'ai dit à mon mari: « On devrait se remarier (ensemble, évidemment!) ». Comme nous résidons dans Ville-Marie, nous pourrions effacer de nos mémoires la salle d'audience tristounette où le fonctionnaire maussade qui était de corvée ce jour-là nous a fait signer les documents. Le problème, c'est qu'avant de se remarier, il faudrait divorcer... Trop compliqué! On va rester mariés au palais de justice.



En ce jour du Souvenir, portons les coquelicots que nous épinglent à la veste nos anciens combattants, pensons à ceux qui ont péri ou ont été affreusement mutilés sur des champs de bataille ou dans des embuscades. Ceux d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

J'ai vu le Chemin des Dames, dans le nord de la France, les cimetières de croix blanches qui s'étendent à perte de vue, accablée à l'évocation de l'effroyable boucherie que fut la Première Guerre mondiale – une guerre qui se conclut par un traité qui changea le monde, comme le relate l'historienne Margaret MacMillan dans son passionnant *1919*, mais une guerre inutile, déclenchée pour des motifs futiles.

À la première occasion, j'irai me recueillir sur les plages de Normandie où tant d'hommes ont sacrifié leur vie pour la liberté, pour nos libertés.

Il y a eu beaucoup de guerres absurdes, certes. Celle de l'Irak en est une.

Mais la Seconde Guerre mondiale? Il faut être totalement inconscient, ou aveuglé par le pacifisme le plus naïf, pour ne pas y voir une guerre juste. La Corée? La Corée aussi. Le communisme fut, avec le nazisme, la grande idéologie meurtrière du XX<sup>e</sup> siècle, il fallait en stopper la progression. Dans l'ex-Yougoslavie, on a utilisé la force militaire pour mettre fin à d'horribles massacres interethniques. N'était-ce pas là une cause valable? Qui dit que l'on n'aurait pas pu sauver des milliers de Tutsis au Rwanda si l'ONU n'avait pas fait preuve d'indifférence criminelle?

**À la première occasion, j'irai me recueillir sur les plages de Normandie où tant d'hommes ont sacrifié leur vie pour la liberté, pour nos libertés.**

En tout cas, aujourd'hui, je dis merci à ces vieux messieurs qui ont incarné ce qu'il y a de plus admirable dans les valeurs masculines traditionnelles: la bravoure, le courage physique, le sens des responsabilités, l'indéfectible solidarité entre camarades de combat.

Au moins, les vétérans de la guerre de 39-45 et de la Corée ont la consolation de se dire que leurs sacrifices n'ont pas été faits en vain. Il n'en va pas de même, hélas, des jeunes soldats qu'on a envoyés dans les marais du Vietnam et de l'enfer de l'Irak. À leur retour au pays, les vétérans du Vietnam ont été traités comme des parias qui incarnaient la défaite et l'humiliation. Ce sera sans doute le cas de ceux qui reviendront d'Irak. Perdre ses jambes, perdre ses camarades, perdre sa jeunesse... et tout cela pour rien? C'est d'une infinie tristesse.

Je ne parle pas de l'Afghanistan parce que je ne sais pas comment cette opération se terminera. N'importe. Pour l'instant, je veux y croire... et espérer de tout mon cœur que les jeunes Canadiens qui vont continuer d'aller mourir là-bas n'auront pas été sacrifiés en vain.

# Le dernier « poilu »

## Viendra bientôt le temps de porter en terre l'ultime soldat survivant de la guerre de 14-18



BRUNO CABANES  
*L'auteur enseigne l'histoire sociale et culturelle de la guerre à l'université Yale (États-Unis). Il est l'auteur de La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920), Paris, Éditions du Seuil, 2004.*

Ils s'appellent René Riffaud, Lazare Ponticelli, Maurice Floquet, Louis de Cazenave et Jean Grelaud. Ils ont entre 107 et 111 ans et ce sont les cinq derniers soldats français, survivants de la Grande Guerre. En France, il y a un an, une proposition de loi a été déposée par la sénatrice UMP Bernadette Dupont, qui vise à faire célébrer des obsèques nationale pour le dernier « poilu ». Elle invoque le devoir de mémoire, l'héritage moral de ces anciens combattants, la promotion de la paix. Certains envisagent déjà que le dernier soldat de 14-18 entre au Panthéon, d'autres qu'il soit inhumé dans la nécropole de Notre-Dame-de-Lorette, en Artois, où reposent plusieurs dizaines de milliers de ses camarades de combat.

Il y a une quinzaine d'années, il était pratiquement impossible de connaître le nombre exact d'anciens combattants de la Grande Guerre. Qui s'en préoccupait? Aujourd'hui, des sites spécialisés sur Internet recensent scrupuleusement les survivants – trois au Canada, quatre en Grande-Bretagne, quatre en Australie... – dont ils fournissent de brèves biographies.

Dans le même temps, les témoignages des derniers combattants se sont imposés comme un genre littéraire à part entière, dont il existe d'ailleurs des versions pour la jeunesse. Le temps des témoins

## En marquant symboliquement la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la chute du mur de Berlin nous renvoie à son origine, la guerre de 14-18.

n'est-il pas en train de faire place, irrévérablement, à celui des historiens? Pourtant, ce sentiment d'urgence, que l'on essaie de suggérer, laisse songeur. Lorsque des personnes très âgées livrent un dernier témoignage de ce qui fut, sans doute, l'une des aventures les plus fortes de leurs vies, leurs récits peuvent être émouvants.

Mais il est douteux qu'ils apportent aujourd'hui quoi que ce soit à notre connaissance de la Grande Guerre. Depuis 1918, et même dès les années de guerre, ce sont des bibliothèques entières qui lui ont été consacrées. Plusieurs vies ne suffiraient pas pour les lire. Des générations d'historiens ont travaillé sur le conflit, explorant tour à tour les causes de son déclenchement, son déroulement militaire, le moral des soldats et



PHOTO ARCHIVES AP

Soldats américains dans les tranchées françaises pendant la Première Guerre mondiale.

les opinions publiques, plus récemment ses ressorts culturels.

### Derniers témoins

D'où vient alors que nous sacralisons à ce point les derniers témoins? Si leurs récits ne nous apportent rien que nous ne sachions déjà, pourquoi un tel empressement à les recueillir? Et de manière plus générale, pourquoi la Première Guerre mondiale occupe-t-elle désormais un telle place dans l'espace public?

L'intérêt pour la Grande Guerre semble avoir pris un essor décisif dans le courant des années 90, comme le révèle un nombre croissant de livres savants, de romans, de films à succès. En marquant

exhumés des greniers, casques, obus sculptés, carnets ou correspondances de guerre. Dans les régions directement touchées par les combats, des associations locales déploient une énergie exceptionnelle pour dégager des tranchées, organiser des parcours, faire visiter les champs de bataille, en réponse à une demande sociale très forte.

De fait, l'évocation de la Grande Guerre ravive en nous un deuil inachevé. Qu'on l'appelle « génération perdue » ou « génération du feu », cette béance démographique pèse encore sur beaucoup de nos contemporains. Tant de familles ont perdu plusieurs des leurs, tant de corps n'ont jamais été retrouvés. Cela explique largement la fascination exercée, à l'heure actuelle, par les derniers survivants: un mélange d'angoisse de la perte et d'empathie pour ceux qui sont devenus, au fil du temps, des symboles.

Le 11 novembre 1920, la France et la Grande Bretagne, imitées par de nombreux autres pays belligérants, choisirent d'inhumer un soldat inconnu sous l'Arc de triomphe et à l'abbaye de Westminster. Un combattant anonyme pour dire l'absence de tous les autres. À l'époque, on avait beaucoup débattu du sens à donner à cette cérémonie, du lieu et des rituels choisis. Bientôt viendra le temps de porter en terre le dernier « poilu » de 14-18 et d'autres interrogations surgiront, sans doute, sur la signification du conflit.

Peut-être cet événement marquera-t-il aussi une étape décisive dans le détachement progressif entre les vivants et les morts, ce travail de deuil, qui ne s'est, depuis près d'un siècle, jamais complètement accompli?

## LA BOÎTE AUX LETTRES

/// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

# Coquelicot et reconnaissance

Je suis contre la guerre. J'étais contre les coquelicots. J'avais toujours du haut de mes certitudes d'ado (contestataire et baveux) et même de mes convictions de jeune adulte trouvé que mon père avait eu tort de s'engager pour aller faire la campagne d'Italie. Je ne m'étais bien sûr pas gêné pour le lui dire. Et il était bien sûr hors de question que je porte le coquelicot. Mon père est mort en janvier 1988 avant que je comprenne... et que je puisse lui dire merci. J'ai acheté mon premier coquelicot à l'automne 1988, rue Sainte-Catherine. J'ai regardé droit dans les yeux le vétéran anonyme qui me le tendait et je lui ai dit merci en souhaitant que daddy m'ait entendu.

Serge André Lavigne

### Manque de perspective

Je crois que les Québécois auraient intérêt à nuancer et à ne pas mettre dans le même sac anciens combattants et militarisme. Le pacifisme, valeur à laquelle j'adhère, devrait reposer sur une perspective et un sens de l'histoire dont on a fait table rase ces dernières années.

Claude Vecerina

### Un problème avec la guerre

Non seulement, je porte mon coquelicot, mais mon petit garçon de 3 ans en porte un lui aussi car il trouve belle la fleur que papa porte sur son manteau. Nous avons un problème avec la guerre car nous croyons encore que c'était celle des « Anglais ». S.V.P. montrez à nos vétérans que nous les soutenons et que nous n'oublierons jamais le sacrifice qu'ils ont fait pour la liberté et contre le fascisme

Mario Gingras

### Quelle signification?

Je suis un papa dans la quarantaine et chaque année, je me fais un devoir de porter le coquelicot entre le 1<sup>er</sup> et le 11 novembre. Chaque fois, mes quatre enfants me demandent de leur rappeler sa signification et je réponds à leur questionnement. Un jour, ce sera à leur tour de l'arborer et je suis convaincu qu'ils le feront avec respect.

Normand Sarrazin

### Opinion discordante

Pour les Québécois, la guerre signifie la perte de liberté, la défaite, la dépendance. Notre appartenance à l'ensemble canadien origine d'une défaite. Par la suite, l'armée « anglaise » a tué notre parenté lors des rébellions, elle a mis le feu à nos maisons, elle a déporté nos cousins acadiens aux quatre coins de la terre. De plus, la guerre représente la conscription qui nous a été imposée malgré notre opposition par référendum. Plus près de nous, l'armée (devenue canadienne) a envahi Montréal et les principales villes du Québec en octobre 1970. Près de 500 personnes ont été emprisonnées sans être accusées de quoi que ce soit. Ce n'est pas un hasard si les Québécois ne portent pas le coquelicot. Pour nous, il est tout naturel de ne pas arborer un symbole d'événements qui nous sont préjudiciables. Ce symbole a beau être vendu par des gens qui ont subi la guerre, il nous rappelle de mauvais souvenirs.

Jules Fournier

# FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

# Rae, Ignatieff, même combat



APRATTE@LAPRESSE.CA  
**ANDRÉ PRATTE**

Le Parti libéral du Canada est plongé dans une crise provoquée par la résolution reconnaissant le Québec comme nation, résolution qui sera soumise au congrès du parti à la fin du mois. Les positions des différents camps ne sont pourtant pas aussi éloignées qu'il n'y paraît. Le problème, c'est que le débat a lieu en pleine course à la direction. Au lieu d'œuvrer à un rapprochement, chacun cherche à exploiter la crise.

Michael Ignatieff et Bob Rae ont expliqué leur position respective dans des textes publiés cette semaine par *La Presse*. On y constate que ce qui sépare les deux hommes n'est ni abîme ni fossé mais une simple rigole.

MM. Ignatieff et Rae s'entendent pour dire que le Québec est une nation au sens sociologique. Ils soutiennent tous deux que ce fait ne devrait pas conférer de statut spécial au gouvernement du Québec. Enfin, ils estiment qu'il serait prématuré d'ouvrir une nouvelle ronde de pourparlers constitutionnels. Les deux hommes sont donc d'accord sur l'essentiel. Là où il y a désaccord, c'est à la suite des erreurs de l'un et de l'autre.

Bob Rae laisse entendre que la soif inassouvie des Québécois pour une reconnaissance constitutionnelle de leur différence ne constitue pas un problème réel. «Notre centre d'intérêt doit changer», dit-il. Pour leur part, les militants du Québec savent que cette absence de reconnaissance est, pour beaucoup de Québécois, source de frustration. Cela

ne change rien à la réussite spectaculaire du Québec au sein du Canada. Mais les gens d'ici ont un vieux noeud dans la gorge. D'où l'insistance des libéraux québécois pour que leur parti fasse un geste d'ouverture. À cet égard, ils ont raison et M. Rae se trompe.

Son attitude est d'autant plus étonnante qu'avant de se lancer dans cette course, il reconnaissait la nécessité d'agir pour éviter la défaite lors d'un prochain référendum: «Nous avons été un peu somnambules face à cette question, il nous faudra nous réveiller.» Quelques mois plus tard, le même homme vante les vertus du somnambulisme!

Michael Ignatieff, lui, a compris que les politiciens fédéraux ne peuvent rester inactifs devant «des faits purs et simples» tels celui-ci: «Plusieurs Québécois continuent de sentir que leur pays ne les inclut pas pleinement.» Cependant, les organisateurs québécois d'Ignatieff ont commis la gaffe monumentale d'appuyer de toutes leurs forces la résolution sur la nation, la propulsant sur le plancher du congrès national. Ainsi, au lieu du patient travail de pédagogie qui aurait été nécessaire, les libéraux du Québec somment les membres du reste du pays de reconnaître la nation québécoise, sous peine d'une montée du séparatisme. Rien d'étonnant à ce que les anglophones se cabrent!

Un compromis doit être imaginé. Il s'agit de trouver les mots qui permettront aux militants d'accueillir avec respect la résolution venant du Québec, sans pour autant voter sur le fond, et de renvoyer la question aux instances du parti pour étude. Si les candidats ne parviennent pas à un compromis, ils se seront montrés incapables de faire passer les intérêts du pays avant les leurs. De la part de gens aspirant à gouverner, un tel comportement ne serait pas très rassurant.

## Pour un CHUM plus vert



AKROL@LAPRESSE.CA  
**ARIANE KROL**

On voulait que le CHUM soit au centre-ville? Il y sera. Mais on commence à se rendre compte que le site a les inconvénients de ses avantages. Comme l'a rappelé l'Office de consultation publique cette semaine, l'établissement se trouvera à proximité de plusieurs stations de métro, mais aussi de l'autoroute Ville-Marie et d'artères très passantes comme René-Lévesque, Viger, Saint-Antoine et Saint-Denis.

L'hôpital générera chaque jour quelque 12 000 déplacements dans le quartier, dont plus de 4000 patients, 56 ambulances et 40 à 80 camions. Étonnamment, ce ne sont pas les bouchons qui sont le plus à craindre. Le secteur aurait la capacité d'encaisser le débit prévu, indiquent les spécialistes. Il suffirait que le feu reste vert plus longtemps à certaines intersections pour rendre la circulation plus fluide.

La sécurité des piétons est plus inquiétante. L'hôpital mise beaucoup sur le passage qu'il fera creuser entre le métro Champ-de-Mars et ses nouveaux bâtiments. Mais si ce tunnel ressemble à celui qui relie déjà le métro au Vieux-Montréal, il n'attirera pas grand monde. Interpellé à ce sujet, le directeur général adjoint du CHUM 2010, Sylvain Villiard, a tenté de se faire rassurant, sans être convaincant. Si l'hôpital ne veut pas gaspiller son argent à creuser un souterrain que personne n'empruntera – et se retrouver avec des piétons blessés aux urgences – il devra rendre le trajet attrayant.

Le stationnement est un autre casse-tête. Même en comptant les 1680 places du projet et les espaces disponibles dans les rues avoisinantes, il manque près de 600 cases. C'est presque le quart des besoins! L'hôpital songe à créer un service de navette avec un parking plus éloigné, celui du quai de l'Horloge par exemple. Les employés pourraient s'en accommoder – ou même en profiter pour prendre une marche dans le Vieux-Montréal – mais c'est une solution qu'on peut difficilement imposer aux patients et à ceux qui les accompagnent. Pourquoi ne pas proposer un service de valet qui permettrait aux visiteurs d'entrer directement à l'hôpital après avoir laissé leur voiture à un préposé?

Le CHUM doit cependant faire beaucoup mieux. Il n'est pas normal qu'un hôpital du XXI<sup>e</sup> siècle contribue autant à augmenter la circulation automobile, qui est une cause importante d'accidents et de pollution.

Plus de la moitié des gens qui transitent actuellement par Saint-Luc le font en voiture. Il y a sûrement moyen, même en excluant les malades et les employés de nuit, de réduire ces déplacements motorisés. Les documents se contentent d'énumérer des solutions comme le covoiturage et de possibles rabais sur le transport en commun. Pourquoi ne pas aller plus loin et offrir une carte mensuelle aux employés, comme le fait la Société de développement Angus? L'hôpital n'a peut-être pas les moyens de financer cette dépense, mais Québec devrait saisir l'occasion. Le CHUM du centre-ville serait un terrain d'expérimentation idéal pour développer un programme de transport actif innovateur qui pourrait ensuite être implanté dans d'autres services publics.



## LES GRANDS PORTRAITS

## PATRICK ROY

sergechableau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES

/// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

### Et le père?

J'éprouve du désarroi à lire qu'une jeune fille sera poursuivie pour avoir laissé mourir son bébé. Et le papa lui? Quelqu'un va-t-il enquêter pour savoir s'il a abandonné la jeune mère et donc ce bébé à leur triste sort? Va-t-il être poursuivi? Non, bien sûr. Encore une fois, c'est la femme qui écope.

Solange Paquet  
 Longueuil

### Curieux accommodement

Les hassidim sont bien sûr libres de protéger leurs garçons de la vue de femmes en tenue légère s'ils le souhaitent. Qu'ils posent alors des fenêtres opaques dans leur synagogue ou qu'ils interdisent à leurs garçons de circuler dans la ruelle concernée. Pourquoi donc des femmes qui se comportent d'une manière généralement admise devraient-

## Que craint la SAQ?

Je lisais avec intérêt dans *La Presse* de jeudi dernier l'article nous informant que la SAQ se prépare au pire en prévision du rapport d'enquête du vérificateur général. Pour faire face à d'éventuelles mauvaises nouvelles, la société d'État se paierait même les services d'un avocat célèbre ainsi que d'une firme de communication, aux frais des contribuables bien entendu. Mais de quoi a-t-on peur au juste? J'ai très hâte d'entendre les arguments de tous ces spécialistes afin qu'on m'explique pourquoi je paie une bouteille de vin Cabernet Sauvignon Jos Phelps 34\$ CAN aux É.-U., alors qu'ici, la même bouteille se vend 65\$ CAN. La SAQ aura beau y mettre tous les efforts imaginables, la firme

elles se priver de la lumière du jour pour satisfaire les exigences d'une minorité? La même logique pourrait m'obliger à porter un foulard quand je sors pour ne pas offenser les musulmans qui se promènent dans nos rues. On parle bien d'accommodement raisonnable, non?

Monique Lagacé  
 Montréal

### En auront-ils le courage?

À partir de dimanche se tient à Halifax le Sommet mondial sur le microcrédit, en présence du lauréat du Prix Nobel de la paix 2006, Mohammad Yunus, de la Grameen Bank du Bangladesh, pionnier dans ce domaine. Le Sommet va célébrer les résultats de la campagne amorcée en 1997, qui fait que plus de 80 millions de familles pauvres ont accès au microcrédit, alors qu'il y en avait moins de 8 millions

à l'époque. Il est toutefois bien malheureux de constater que, pendant la même période, le gouvernement canadien a diminué son investissement dans ce domaine, même si le budget de l'aide internationale a augmenté de plus de 50%!! Je me demande quelles pirouettes vont devoir faire nos politiciens pour expliquer cette situation tout à fait déplorable. Il serait bien sûr plus simple d'annoncer que les investissements vers le microcrédit vont augmenter substantiellement, un moyen qui aiderait à atteindre un des objectifs de développement du millénaire, soit de réduire de moitié d'ici 2015 l'extrême pauvreté dans le monde. Espérons que les Verner, MacKay et Harper en auront le courage.

Mario Renaud  
 Gatineau

### Du romantisme

Les romantiques veulent une aide humanitaire en Afghanistan sans aide militaire. Autrement dit, on construit une route et si le lendemain les talibans viennent la dynamiter on les laisse faire.... On construit une école pour les femmes et, si le lendemain les talibans viennent les sortir de force et brûler l'école, il faudrait aussi les laisser faire. Si on sait où sont des talibans qui préparent des attentats il ne faudrait pas aller les empêcher, etc. C'est à cause des romantiques de l'ONU qui partagent cette philosophie que le général Dallaire a été empêché de défendre concrètement les civils rwandais. L'aide humanitaire sans l'aide militaire dans un pays comme l'Afghanistan c'est ridicule, et c'est carrément laisser les femmes afghanes dans les griffes de leurs oppresseurs.

André Michaud  
 Québec



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©  
 La SAQ attend de pied ferme le rapport du vérificateur général.

de relations publiques qu'elle a embauchée ne me fera pas oublier que le monopole de la SAQ coûte trop cher aux contribuables.

Danielle Poulin  
 Montréal

**POUR NOUS JOINDRE** La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?** Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
[cyberpresse.ca/abonnement](mailto:cyberpresse.ca/abonnement)

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
[petitesannonces@lapresse.ca](mailto:petitesannonces@lapresse.ca)

DÉCÈS (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

PUBLICITÉ (514) 285-6931